

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Instrumentaliser la crise ?

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 12 octobre 2008

Démocratie & Socialisme

Vincent Peillon vient de déclarer : « les militants n'apprécieront pas que l'on instrumentalise la crise dans le cadre du congrès » (Le Monde du 11/10/2008).

Cette crise est sans doute la plus importante de toute l'histoire du capitalisme après (peut-être) celle de 1929. Pourtant, Vincent Peillon ne veut pas que le congrès du Parti Socialiste s'y attarde...

Des centaines de milliers de gens ordinaires risquent d'être touchés par cette crise ou par celle qui suivra inéluctablement dans le cadre du libéralisme : licenciements, montée du chômage et de la précarité, inflation qui va rogner les retraites, difficultés accrues pour se loger, accès de plus en plus difficile au crédit (des milliers de personnes se précipitent aujourd'hui dans les monts de piété pour mettre en gage quelques meubles afin d'obtenir un crédit que les banques leur refusent), accélération des « réformes » de Sarkozy et de la main - mise du secteur privé sur l'hôpital, l'assurance-maladie, les services publics...

Comment peut-on, dans de telles conditions, ramener la réalité à une aussi triste vision d'appareil que celle de Vincent Peillon ? Il ne s'agit pas d' « instrumentaliser la crise » mais, au contraire, de savoir comme le Parti Socialiste va y répondre car c'est bien la question essentielle qui nous est posée aujourd'hui.

Or, et c'est sans doute ce qui explique la déclaration de Vincent Peillon, la motion Collomb-Royal-Guérini, est très mal placée pour apporter quelque réponse que ce soit à cette crise. A l'exception des effets de manches habituels, cette motion, lorsqu'il s'agit d'apporter des réponses concrètes, s'aligne sur le libéralisme le plus plat, ce libéralisme aujourd'hui en train de faire faillite sous nos yeux.

C'est ce qui explique sans doute aussi que Malek Boutih et Julien Dray souhaitent reporter le congrès de Reims à une date ultérieure ...

Juger les différentes motions présentées aux militants au regard de la crise actuelle, n'a rien à voir avec une « instrumentalisation » de cette crise. Il s'agit, au contraire, de savoir si ces motions sont utiles au salariat, aux centaines de milliers de personnes qui sont ou vont être touchés par la crise ou si le congrès de Reims doit être un congrès de « doctrine » comme le souhaite, selon ces propres termes, Vincent Peillon.

La motion C, quant à elle, à la différence de toutes les autres motions, apporte des réponses concrètes à la crise actuelles en termes d'intervention de la puissance publique, de changement radical de la construction européenne, de mise en place d'un libre échange maîtrisée, de réponse à la question des salaires, des retraites, de l'assurance-maladie, du chômage...

C'est de cela qu'il faut débattre, au congrès de Reims, pas de « doctrine ».

Jean-Jacques Chavigné, le 12 octobre 2008